


> [Analyses et témoignages](#) > [Europe](#) > Pierre Lévy : « Les dirigeants européens ne supportent plus la (...)

Pierre Lévy : « Les dirigeants européens ne supportent plus la démocratie »

GRÉGOIRE LALIEU

[envoyer par mail](#) [Share](#) 146

25 avril 2013

Article en PDF: 

Que nous réserve l'Union européenne ? Ancien syndicaliste dans une grande entreprise, aujourd'hui journaliste, Pierre Lévy a notamment tenté de répondre à cette question à travers son dernier livre, *L'Insurrection*. Un livre hautement politique qui balaie les champs de l'économie, du social et de la géopolitique. L'auteur n'a pourtant pas versé dans l'essai, mais s'est fendu d'un roman d'anticipation pour le moins satirique. L'occasion pour lui de manier avec délice la novlangue pour mieux nous plonger dans un futur absurde, certes, mais qui pousse à la réflexion. Car le « fabuleux destin de l'Europe à l'aube de l'an de grâce 2022 » (le sous-titre de l'ouvrage) n'est pas un pur produit de l'imagination de Pierre Lévy. Il nous renvoie à une inquiétante actualité et soulève une question : faut-il rester dans l'Union européenne ? Le sujet est tabou. Il mérite pourtant un vrai débat que nous ouvrons sur Investig'Action.



Votre roman nous plonge en 2022, et dès les premières lignes, ce futur proche nous apparaît à la fois absurde et effrayant. Plus effrayant encore, on comprend rapidement que cet univers n'est pas le pur fruit de votre imagination, mais s'appuie sur des éléments d'aujourd'hui, bien réels...

C'est l'esprit du livre. Bien que ce soit un livre très politique, je préférerais une forme inhabituelle à l'essai. J'ai voulu rire de choses qui ne sont pourtant pas drôles du tout, en poussant jusqu'à l'absurde et jusqu'à l'extrême des logiques actuelles. L'idée était de comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans les domaines économique, politique, social ou géopolitique, et d'aller jusqu'au bout. En espérant que cela fasse réfléchir.

La grande crainte finalement, c'est que la réalité rattrape la fiction. À Chypre par exemple, la BCE et le FMI avaient prévu de puiser directement dans les épargnes des citoyens, y compris les plus modestes. Ils ont finalement été contraints de revoir un peu leurs plans. Mais c'était quand même quelque chose qu'on pouvait difficilement imaginer il y a quelques mois seulement. Ça prouve que tout peut aller très vite.

Votre ouvrage balaie effectivement de nombreux thèmes. Sur le plan socio-économique, l'avenir est peu réjouissant. Vous imaginez par exemple un marché du travail totalement dérégulé avec des situations parfois absurdes. Là aussi, ce sont les dynamiques actuelles qui vous inspirent ?

On a parfois du mal à faire la distinction entre la fiction et la réalité. Chaque jour, les ultralibéraux nous expliquent qu'avoir un emploi est un privilège. Ça doit même se mériter. Dans le langage courant, on parle d'ailleurs de « décrocher » un emploi. Comme si nous étions dans un manège et que les plus méritants se battaient pour décrocher la queue du Mickey.

Je pousse donc cette logique plus loin dans le livre. Si l'emploi est un privilège, on ne peut pas en plus exiger d'être payé pour l'obtenir. Il convient au contraire d'acheter ce privilège. Les emplois sont ainsi mis aux enchères et sont « décrochés » par les plus offrants.

Les fonctionnaires ne sont pas épargnés...

Tout à fait. Aujourd'hui, ils sont la cible privilégiée de nos économistes de référence. C'est bien connu, les fonctionnaires sont payés à ne rien faire ! J'imagine donc une sorte de jeu à la Koh-Lanta où des caméras seraient disséminées un peu partout dans la fonction publique. Et ce serait aux internautes de surveiller en permanence les fonctionnaires et de décider lesquels doivent être licenciés en priorité.

Il faut comprendre qu'au-delà du clin d'œil ironique, il y a une terrible réalité. Je pense à des pays comme la Grèce, l'Espagne ou le Portugal. Et en France ou en Belgique, le risque d'aller dans cette direction-là ne relève malheureusement pas de l'imagination.

On comprend qu'en 2022, le néolibéralisme est roi. Vous imaginez d'ailleurs la privatisation d'institutions qui avaient résisté jusqu'ici.

Oui, c'est le cas de la Justice par exemple. Dans le livre, les tribunaux sont soumis directement à des critères de productivité et de compétitivité. Et pour les « clients », ceux qui auront le plus d'argent pourront choisir les tribunaux les plus indulgents.

Vous explorez largement le domaine socio-économique. Un domaine que vous devez bien connaître de par votre passé de syndicaliste ?

J'ai en effet été longtemps militant syndical dans une grande entreprise de métallurgie.

Un secteur particulièrement en crise en ce moment ! Qu'est-ce qui explique cette débâcle selon vous ?

Oui, ce qui se passe avec Mittal aujourd'hui concerne les Belges, les Français, les Luxembourgeois et, de manière générale, tous ceux à qui l'on avait promis que la création d'un géant européen nous aiderait à « faire face aux pays émergents ». Pour créer ce géant, Arcelor, on a fait disparaître les entreprises nationales. Certaines étaient d'ailleurs des entreprises publiques. Ensuite, on a vu ce qu'on a vu ! Le « géant européen » a été racheté par le groupe indien. Mittal promettait de sauvegarder le secteur, mais aujourd'hui, il attaque avec une brutalité rare non seulement les travailleurs, l'industrie, mais également des régions entières. Les résistances doivent se développer pour mettre un frein à cette catastrophe industrielle.

Il y a pourtant des personnages de votre livre qui n'auraient pas boudé cette catastrophe industrielle. Je pense à une certaine tendance écologiste que vous égratignez au passage.

Oui, même si je caricature, je n'invente rien, hélas. Un discours actuel dénonce les usines qui polluent, salissent, etc. J'imagine donc un Prix Nobel de la désindustrialisation qui récompense les entreprises les plus méritantes pour l'« avenir de la planète ». Dans mon livre, les usines sont petit à petit devenues des musées, c'était plus rentable. Et les ouvriers ont en quelque sorte été transformés en intermittents du spectacle. Ils témoignent auprès des jeunes générations comment on vivait il y a peu dans un « terrifiant passé industriel ».

Mon objectif est de pointer un discours bien réel de certains dirigeants écologistes qui nous expliquent que finalement, l'important ce n'est pas l'avoir, mais l'être. Nous sommes ainsi sommés d'aller vers une « sobriété » plus grande qui pourrait bien en réalité justifier les politiques d'austérité actuelles.

Vous rejoignez donc ce que Jean Bricmont écrit dans la postface, à savoir qu'une large part de « la gauche » a, ces dernières années, abandonné la lutte contre le capitalisme pour enfourcher d'autres chevaux de bataille...

...comme l'écologie, les droits de l'homme, la criminalisation du socialisme... De fait, mon roman se projette dans l'avenir alors que Jean Bricmont contextualise tout ça en rappelant certains événements politiques de ces dernières années. Et il mentionne ce fait qui mérite un vrai débat. De nombreuses personnes qui se réclament de la gauche mènent aujourd'hui des combats qui non seulement ne contrarient pas le capitalisme, mais qui en plus le confortent. Ça vaut pour l'écologie, mais aussi au niveau géopolitique avec ces dirigeants de « gauche » qui justifient des interventions militaires otanesques ou européennes.

Ce type d'ingérences n'a d'ailleurs pas disparu en 2022...

Effectivement, je cible aussi ce Nouvel Ordre Mondial tel qu'il a été pensé par les dirigeants occidentaux. Le livre imagine qu'à cet horizon les États-Nations appartiennent au passé. Le monde « idéal » est constitué de grandes régions continentales et/ou ethniques, chapeautéées par une sorte de directoire mondial. Bien entendu, ce directoire respecte les coutumes des uns et des autres. Mais lorsqu'il s'agit de prendre des décisions politiques importantes, tout doit s'« harmoniser » au niveau mondial.

Cette « harmonisation » des grandes décisions politiques s'applique de plus en plus au niveau européen. C'est ce qui vous a inspiré ?

Oui, et je pense que l'idée derrière tout ça est de faire disparaître les peuples. Dans mon roman, les dirigeants le disent ouvertement. Mais ces arguments sont déjà en vogue aujourd'hui : il serait déraisonnable de laisser des peuples ou des gouvernements légitimes n'en faire qu'à leur tête si cela perturbe l'équilibre supranational...

Et si cet équilibre est menacé, l'usage de la force reste nécessaire, même en 2022 ?

Bien entendu. Cela rappelle d'ailleurs la formule employée par Hillary Clinton quelques semaines après les premières manifestations en Syrie : « *Le président syrien n'est plus nécessaire* ». Elle avait sonné la charge dans le camp occidental. Il fallait se débarrasser du président syrien et l'objectif était désormais avoué. Cela a été dit très tôt, bien avant les événements dramatiques que nous connaissons aujourd'hui.

Je poursuis cette logique dans le livre. Un dirigeant africain qui met plus d'une heure à reconnaître la victoire de son adversaire lors d'élections voit son pays envahi par des troupes d'assaut, les « forces de stabilité mondiale ». Ces troupes interviennent pour rétablir les « droits de l'homme », à la demande des internautes et de quelques hommes d'affaires qui ne supportent pas de voir la démocratie bafouée.

Mais dans nos pays cependant, on estime que les élections sont dangereuses, car elles pourraient perturber les plans en cours et l'équilibre mondial. Elles sont donc remplacées par des sondages...

La démocratie et la souveraineté sont deux concepts que vous avez fait disparaître du futur. Pourquoi ?

Démocratie et souveraineté renvoient en fait au même concept tel que nous l'avons hérité notamment des Lumières après des siècles de combat : chaque peuple est souverain, il ne doit pas y avoir de puissances au-dessus de lui pour lui dicter ce qu'il doit faire. Mais cette avancée politico-philosophique est devenue extrêmement gênante pour les tenants de la mondialisation et de cette gouvernance mondiale qui effacerait la souveraineté des peuples.

Aujourd'hui, les dirigeants européens ne supportent plus la démocratie. Nous avons eu un exemple caricatural avec les référendums irlandais en 2001 et 2008 : la réponse n'était pas satisfaisante pour l'UE, les citoyens ont donc été contraints de retourner aux urnes. Autre exemple avec le référendum de 2005 en France. Malgré une opposition massive au traité constitutionnel, les dirigeants européens se sont arrangés pour refourguer le contenu du texte sous une autre forme.

La démocratie a aussi été malmenée par exemple au Portugal où, en 2011, le gouvernement de José Socrates a demandé un renflouement européen en échange de mesures drastiques.

Mais ce gouvernement a été conduit à la démission et des élections anticipées ont été organisées. La Commission européenne a alors dit ouvertement aux Portugais : « *Vous avez le droit de voter, bien entendu. Cependant, quel que soit le résultat du vote, l'accord passé entre le gouvernement sortant et la Troïka ne pourra pas être revu.* »

Ces référendums et cette élection frisent l'absurde et semblent tout droit tirés de votre fiction. Pourtant, c'est la réalité !

La démocratie est devenue un concept totalement frelaté par l'Union européenne. Certes, nous pouvons choisir la couleur des trottoirs. Mais les grandes décisions semblent devoir être mises à l'abri des « foudres populaires ». Ce qui est nouveau, c'est que les dirigeants européens le disent ouvertement.

Doit-on accepter tout ça ou bien cela vaut-il la peine d'essayer de se mettre en travers de ce processus ? C'est la question que pose le livre en filigrane, via l'humour noir. J'ai d'ailleurs pris beaucoup de plaisir à écrire le livre et, pour les retours que j'ai eus, les gens en ont pris à la lire. Mais on rit jaune évidemment, car tout ça est dramatique.

Si ça vaut le coup de mettre un terme à cette folie, que peut-on faire selon vous ?

Il y a des conditions à réunir pour ne pas se retrouver broyé par la machine. La première, et on ne part pas de rien à ce niveau-là, consiste à organiser de grands débats populaires sur la nature même des décisions qui sont prises par nos dirigeants. Prenons l'exemple des retraites. Je ne pense pas que nos politiques sont méchants par nature ni que Sarkozy d'abord et Hollande ensuite ont été pris de folie. On peut voir au contraire que les réformes sur les retraites sont en cours aussi dans les autres pays de l'UE et que chaque sommet européen appelle à les mener.

Nos dirigeants ne sont donc ni fous ni méchants. Simplement, ils ont décidé collectivement d'un carcan et ils s'y tiennent. De plus, ce carcan est très cohérent. La première condition est donc de prendre conscience de la cohérence du carcan européen. Or, je crains malheureusement que de nombreuses forces politiques qui disent se situer à gauche, de même que certains syndicats, fassent l'impasse sur le carcan que représente l'UE.

Comment fonctionne ce carcan européen ?

L'UE n'est pas responsable de tout. Chaque gouvernement est capable de prendre des mesures antisociales. Mais la spécificité de ce carcan européen, c'est ce qu'on appelle en jargon bruxellois l'« acquis communautaire ». De fait, les « avancées européennes » – c'est-à-dire en particulier les reculs sociaux – sont irréversibles, selon la mécanique des traités. Si bien que si demain, un gouvernement progressiste est élu en Belgique et qu'il souhaite mener de grandes réformes, il sera bloqué par les engagements pris par les précédents gouvernements, les engagements qui sont gravés dans le marbre des traités.

Je suis rédacteur en chef du mensuel *Bastille-République-Nations*. Nous nous attachons à montrer que les mécanismes mêmes de l'UE sont conçus pour soumettre les peuples. Ce n'est pas une démonstration abstraite ni dogmatique. C'est quelque chose que nous vérifions constamment dans l'actualité. En témoigne par exemple la « gouvernance économique européenne », où chaque gouvernement est tenu de faire valider son projet de budget par la Commission avant même de le soumettre au parlement national.

Faut-il faire sauter le carcan et sortir de l'UE ?

Je sais que la question est taboue, mais je pense que c'est la deuxième condition pour ne pas se trouver broyé par la machine. Peut-on encore nourrir l'illusion de pouvoir changer les choses de l'intérieur, alors que certains prétendent s'y essayer depuis cinquante ans (la fameuse arlésienne de « l'Europe sociale », par exemple...) et que la situation a empiré depuis ? Ou bien faut-il sortir de ce carcan ?

Ça ne se décidera pas à l'échelle des Vingt-sept, mais quelques peuples pourraient donner l'élan pour une sortie de l'UE et pour que chacun puisse reprendre en main le pouvoir de décision. Évidemment, cela va à l'inverse de tout ce qui est inscrit dans les traités : il faudrait une « *union toujours plus étroite* » pour modeler le « *destin* » européen. On ne parle même pas d'avenir, mais de « destin », une notion quasi religieuse et qui est hors de la portée humaine ! Le vocabulaire européen est très instructif, j'en joue d'ailleurs beaucoup dans le livre. Mais il est vicieux. Quand nos adversaires arrivent à nous faire penser avec leurs propres concepts en nous dépossédant de nos propres idées, on est foutu !

Vous ne pensez pas qu'une autre Europe est possible ?

N'importe quel architecte le sait : une prison ne peut pas devenir une école parce qu'on aura remplacé les prisonniers par des élèves. L'architecture du bâtiment n'est pas conçue pour ça. De même, si d'aventure les dirigeants de la mafia étaient touchés par la grâce et décidaient subitement de se reconverter dans l'aide aux plus démunis, la structure de leur organisation interdirait une telle conversion...

Pour l'Union européenne, ce n'est donc pas juste une question de mauvaises politiques qui sont menées. Ce sont les mécanismes mêmes de l'UE qui constituent une sorte de levier pour que l'action collective de la classe dominante soit multipliée et présentée comme irréversible.

Ça peut se vérifier de manière empirique. Déjà en 1982, Mitterrand, quelques mois après son élection, déclarait : « *L'Europe sera sociale ou ne sera pas.* » On a vu ce qu'il en était. Dans les années 90, trois quarts des gouvernements de l'Europe des Quinze se réclamaient à un titre ou à un autre de la « gauche ». Lors d'un Congrès des socialistes européens que je couvrais à l'époque comme journaliste, les dirigeants prétendaient qu'ils avaient là une occasion unique de construire une Europe sociale et que les peuples ne leur pardonneraient pas s'ils ne la saisissaient pas. Là encore, on a vu la suite.

On pourra dire que ces dirigeants étaient des traitres. Mais le fait est que la pression qui aurait pu être mise sur ces dirigeants dans leur pays respectif a été contrebalancée par la mécanique européenne.

Ces dirigeants n'ont-ils pas de responsabilités ?

Si, bien sûr. Leur responsabilité est écrasante, car ils déterminent collectivement les grandes orientations. Mais après chaque sommet où des mesures antisociales sont votées, chacun peut rentrer chez lui et dire auprès de ses citoyens : « *Ah oui, désolé, mais il y a l'Europe* ».

Les pays européens n'ont-ils donc aucun intérêt à s'unir ?

Certes, ils ont tout intérêt à maintenir et à développer de bonnes relations. Mais pourquoi devraient-ils vivre avec des institutions intégrées qui laissent de côté les pays des autres

continents ? J'ai beaucoup de sympathie pour les Lettons ou les Slovènes, mais il me semble que les Français ont plus de liens – culturels, historiques, géographiques, linguistiques, voire familiaux – avec les Sénégalais ou les Algériens par exemple.

Contrairement à ce qu'on prétend, l'UE ne nous permet pas de nous ouvrir, elle nous renferme. Par ailleurs, les solidarités de lutte doivent se construire au niveau européen, mais pas seulement. Elles doivent s'établir avec tous les peuples et toutes les luttes. On devrait, par exemple, beaucoup tirer de convergences de luttes avec les pays latino-américains.

Justement, les plus progressistes d'entre eux se sont unis à travers l'ALBA...

Ils plaident pour des coopérations plus étroites, mais insistent en même temps pour que chaque pays garde et renforce sa souveraineté nationale. Solidarité et souveraineté ne sont pas contradictoires, la seconde est même une condition nécessaire à la première.

Cette sortie de l'UE ne risque-t-elle pas de faire le lit du nationalisme cher à l'extrême-droite ?

Soyons attentifs aux mots que nous employons. Défendre le cadre national et se réclamer du nationalisme, ce n'est pas pareil. En français, le nationalisme renvoie à une conception agressive et impériale de la nation. La défense du cadre national par contre n'est pas une idée d'extrême-droite, tout au contraire. La jonction entre les concepts de nation et de souveraineté des peuples a été effectuée par les révolutionnaires en 1789 et surtout en 1792. Durant la bataille de Valmy, l'armée révolutionnaire stoppa les aristocraties européennes coalisées qui voulaient remettre les Bourbons sur le trône. À l'issue de cette bataille, la République fut proclamée. Goethe, le célèbre poète allemand, écrivit : « *de ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité* ». Pour la première fois, un peuple affirmait sa souveraineté collective sur son propre avenir.

Jaurès aussi disait : « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène.* » Il rappelait également que la nation est « le seul bien des pauvres ». La défense du cadre national reste plus que jamais une idée fondamentalement progressiste. Elle renvoie à la nécessité que le peuple décide de son avenir. En France, elle a longtemps été portée par la gauche, notamment le mouvement communiste et la Résistance qui conjuguèrent luttes sociales et défense du cadre national.

Et puisque nous évoquons il y a un instant l'Amérique latine, il faut tout de même rappeler que la révolution cubaine avait d'emblée proclamé : « *la patria o la muerte, venceremos !* ». Alors, le Che et Fidel, des agents de l'extrême-droite ?

Pourtant, si on regarde aujourd'hui les partis politiques qui prônent une sortie de l'UE, la plupart sont classés à droite de l'échiquier politique.

La faute à qui ? Qui a laissé ce terrain en friche en sacrifiant le concept de souveraineté au nom de la construction européenne ? Il y a eu un vide à ce niveau-là si bien que d'autres forces, qui ont bien senti le sentiment populaire, ont récupéré et récupèrent encore ce terrain abandonné par la gauche. Cette situation plaide justement pour qu'on réinvestisse ce champ plutôt que de le laisser à des partis qui n'ont pas la défense des travailleurs en tête.

Ne craignez-vous pas qu'un éclatement de l'Union européenne conduise à des guerres comme celles que nous avons déjà connues entre les différents pays du continent ?

Ce ne sont pas les nations elles-mêmes, mais les affrontements entre intérêts impérialistes qui étaient à la source des deux guerres mondiales. Confrontée à son propre peuple, la bourgeoisie française a plusieurs fois tenté de s'en remettre à la grande bourgeoisie allemande. A la fin des années 1930, elle clamait « plutôt Hitler que le Front populaire », avant de se vautrer dans la collaboration avec l'Occupant pour défendre ses intérêts de classe. Et ce n'était pas nouveau. L'aristocratie française avait appelé à son secours les aristocraties européennes durant la Révolution. De même, Adolphe Thiers demanda l'aide de Bismarck pour écraser la Commune de Paris.

C'est une constante. Non seulement les bourgeoisies nationales cherchent des dérivatifs dans des guerres entre nations lorsque les mouvements populaires deviennent plus profonds. Mais elles sont aussi prêtes à sacrifier les intérêts de la nation au profit de leurs propres intérêts de classe dominante.

L'UE n'offrirait donc aucune garantie de paix entre les peuples ?

Il suffit de regarder ce qui se passe. Là où des peuples souverains, libres et égaux devraient pouvoir développer des coopérations, c'est le contraire qui se produit. On cherche à leur imposer les mêmes règles, les mêmes manières de se comporter et surtout, les mêmes reculs sur le terrain. Pour cette soi-disant paix entre les peuples, les résultats sont désastreux. On a ainsi pu voir la grande presse allemande représenter les Grecs comme des profiteurs et des paresseux. De l'autre côté, le ressentiment est tel que dans les journaux grecs, on ne peut plus voir Angela Merkel sans qu'elle soit affublée d'un costume hitlérien !

Sous couvert de développer des liens étroits, on oppose les peuples les uns aux autres. C'est terrible. Le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, qui était encore il y a peu le président de l'eurogroupe, a déclaré au mois de mars dans le *Spiegel* : « *Les démons qui ont conduit à l'explosion de la Première Guerre mondiale sont peut-être endormis, mais ils n'ont pas disparu et je pense que les tensions que nous connaissons aujourd'hui rappellent celles qui prévalaient en 1913.* » Jean-Claude Juncker fait pourtant partie de ceux qui nous disaient que l'Europe c'est la paix. Ils commencent à s'inquiéter. La manière dont les dirigeants européens, surtout les Allemands, ont pris possession de Chypre est symptomatique. Ils ne prennent même plus de gants. Ils expliquent très clairement qu'on va mettre le pays sous le joug. Avec l'espoir que si on arrive à mater de la sorte un petit pays, l'exemple sera donné.

Vous le dites vous-même, chaque gouvernement est capable de prendre des mesures antisociales en dehors de l'UE. En quoi sortir du carcan européen nous protégera-t-il de telles politiques ? Ne vaut-il pas mieux attaquer le problème à la racine, attaquer le capitalisme ?

Je suis convaincu que ce qui est fondamentalement en cause, c'est la logique du capitalisme. Ce qui est nouveau, ce sont les armes dont il s'est doté pour mieux soumettre les peuples. Si demain l'UE n'existait plus, les problèmes ne disparaîtraient pas pour autant. Ça ne supprimerait pas l'exploitation de l'homme par l'homme et il faudrait continuer à combattre le capitalisme. Mais lorsqu'on parvient à se défaire de l'arme la plus efficace de son adversaire,

on a déjà franchi un grand pas.

Il faut donc donner la priorité au combat d'aujourd'hui qui est de faire sauter les carcans. Quand des forces progressistes remettent en cause l'UE, ça offre des perspectives. Mais lorsque des forces censément progressistes continuent à répéter « il faut une autre Europe », ce sont des forces beaucoup moins sympathiques qui s'emparent du combat national. Avec tous les dangers que l'on peut imaginer...

Source : Investig'Action

Voir également

[Site consacré au roman L'insurrection](#)

[Une historienne éclaire l'absurdité du Prix Nobel de la paix attribué à l'UE](#)

[La retraite à 80 ans ? Plongée dans l'Europe de 2022](#)

[Traditions impériales](#)

[Angela Merkel](#) - [Austérité](#) - [BCE](#) - [Communauté internationale](#) - [L'Insurrection](#) - [Mittal](#) -
[néolibéralisme](#) - [Souveraineté nationale](#) - [Union Européenne](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tous droits réservés [Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Faire un don](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |

.....
Graphisme et Développement : Platanas studio